

Établir un nouvel agenda militant de réponse au VIH pour une ère nouvelle

Le conseil d'administration du Conseil international des ONG de lutte contre le sida (ICASO) appelle les organisations communautaires et de la société civile du monde entier à faire bouger les choses.

17 mai 2023

Du 17 au 19 avril 2023, le conseil d'administration de l'[ICASO](#) s'est réuni en personne pour la première fois depuis la pandémie de COVID-19 afin de faire le point sur la réponse mondiale au VIH et, en particulier, sur l'état de l'organisation communautaire dans un contexte politique, social et épidémiologique qui a beaucoup changé.

En tant que conseil d'administration, nous bénéficions de l'expérience directe et des perspectives des membres du conseil d'administration d'Afrique, d'Asie et des Amériques, ainsi que du [réseau de partenaires](#) de l'ICASO à travers le monde.

Depuis le début de la pandémie de sida, l'activisme de la société civile a toujours été le moteur de la riposte au sida, et un élément indispensable pour susciter l'engagement politique, et pour l'affectation des ressources ainsi que l'adoption des cadres juridiques non discriminatoires nécessaires pour mettre fin au sida. L'ICASO est donc extrêmement préoccupé devant des développements qui menacent la durabilité et la sécurité de l'activisme actuel concernant le VIH et ses déterminants sociaux.

Ces développements incluent :

- le rétrécissement de l'espace de la société civile dans de nombreux pays, en raison de l'érosion des normes démocratiques et de la montée de l'autoritarisme;
- la désinformation, la méfiance à l'égard des données scientifiques et la propagation d'un populisme antiscientifique organisé, comme en témoignent le rejet par plusieurs dirigeant-es politiques des conseils d'expert-es en santé publique pendant la pandémie de COVID-19, des [attaques contre le droit à l'avortement aux États-Unis](#) et dans d'autres pays, des [attaques contre les droits des personnes LGBTQI, y compris par des législatures d'États aux États-Unis](#) et par le Parlement ougandais qui a adopté une draconienne [loi anti-homosexualité](#)

[en 2023](#), sans oublier des projets de loi similaires déposés par des parlementaires au Ghana, au Kenya et en Tanzanie;

- des attaques contre la notion même de droits humains dans de nombreux pays aux prises avec d'importantes épidémies de VIH, comme la Chine, le Nigéria et la Russie;
- une diminution des ressources destinées au financement d'organisations communautaires et de la société civile, au point de menacer l'existence même d'organisations telles que la [Treatment Action Campaign](#) (TAC) en Afrique du Sud, ce qui réduit considérablement la capacité de la société civile à fournir des services de santé vitaux, à participer aux discussions politiques ou à mener d'autres activités pour faire en sorte que la réponse au VIH et au sida soit façonnée en fonction des besoins définis par les communautés elles-mêmes;
- le nombre croissant de personnes déplacées en raison d'urgences humanitaires;
- les inégalités croissantes qui exacerbent la vulnérabilité de nombreuses femmes, filles, personnes migrantes et membres des communautés LGBTQI+ face au VIH et à d'autres problèmes sanitaires et sociaux;
- le choix des bailleurs de fonds de se concentrer principalement sur les interventions biomédicales en matière de VIH, tout en fournissant peu de fonds pour aider les programmes de réponse au VIH à mieux tenir compte des réalités de la diversité des genres et des sexualités; et
- le manque de leadership des bailleurs de fonds et des gouvernements en matière d'investissement et de promotion du traitement du VIH comme moyen de prévention – y compris l'élargissement de l'accès à la prophylaxie pré-exposition (PrEP).

Nous sommes d'avis que l'absence d'un engagement et d'une surveillance solides de la part de la société civile explique en grande partie pourquoi la riposte mondiale au sida s'essouffle, notamment en raison de la stagnation des ressources financières. De facto, le sida n'est plus une priorité mondiale et les conséquences de cette négligence s'accumulent.

Après plus d'une décennie de progrès considérables en matière de prévention et de traitement du VIH et du sida, les avancées ralentissent depuis 2010 et les progrès ont même reculé dans certains milieux. Le monde ne peut pas se permettre cela, d'autant plus que la vie de millions de personnes vivant avec le VIH dépend directement des octrois des bailleurs de fonds qui paient leurs médicaments par l'intermédiaire de programmes tels que le PEPFAR et le Fonds mondial. L'ONUSIDA doit faire beaucoup

plus pour écouter la société civile et travailler avec elle, et ainsi attirer davantage l'attention sur les défis actuels et futurs auxquels sont confrontées les communautés les plus touchées par le VIH.

Nous sommes également préoccupé-es par le fait qu'après avoir engrangé des bénéfices massifs grâce aux vaccins contre la COVID-19, les grandes sociétés pharmaceutiques se comportent à nouveau comme si elles étaient inattaquables et sont de plus en plus insensibles à l'idée que l'accès aux médicaments, aux vaccins et aux technologies médicales est un droit humain. Cette attitude doit être remise en question.

Le sida n'est pas terminé, et les organisations de la société civile qui mènent des actions de plaidoyer, d'éducation, de surveillance de la santé communautaire, de prestation de services communautaires de première ligne, de surveillance des droits humains et d'engagement auprès des bailleurs de fonds ont besoin de plus de fonds et de partenariats à long terme – non pas de moins. Une réponse fortement biomédicale qui minimise l'importance des droits humains et qui ne tient pas compte des capacités des communautés favorise la résurgence du VIH et du sida à mesure que les systèmes sanitaires et sociaux échouent et que les gouvernements accentuent la criminalisation de comportements qui comportent un risque plus élevé de transmission du VIH.

Un nouvel agenda militant pour vaincre le sida et faire avancer les droits humains

Le conseil d'administration de l'ICASO a également observé que, face aux défis actuels, le mouvement militant de réponse au sida est lui-même fragmenté et non coordonné.

Il est temps de se regrouper et d'établir un nouvel agenda, qui donne la priorité à la mission de sauver des vies et de promouvoir le bien-être – un agenda qui soit fondamentalement défini par les communautés locales tout en répondant aux facteurs mondiaux qui influencent chaque sphère de la vie des gens.

Il est temps de s'appuyer sur les alliances existantes et de créer de nouveaux partenariats pour répondre efficacement aux questions sanitaires et sociales qui se recoupent.

L'ICASO cherche à poursuivre son partenariat avec d'autres organisations et réseaux mondiaux, régionaux, nationaux et locaux afin de créer une plateforme permettant aux

communautés d'élaborer des stratégies autour de ces questions. La [Conférence internationale sur le sida et les IST en Afrique \(ICASA\)](#), qui se tiendra au Zimbabwe en décembre 2023, constitue l'une de ces occasions de se réunir. D'autres occasions devraient être identifiées, et l'ICASO est prête à aider la société civile et les partenaires communautaires à rajeunir le mouvement militant contre le sida afin qu'il réponde à notre époque changeante.

Des communautés qui s'unissent, DES COMMUNAUTÉS QUI SUSCITENT LE CHANGEMENT!

L'ICASO invite les organisations communautaires et de la société civile qui souhaitent participer à ce dialogue sur un nouveau programme de réponse au sida à lui faire part de leurs points de vue à : icaso@icaso.org

Les membres du [conseil d'administration de l'ICASO](#) sont Tamara Adrian, Mark Heywood, Amy Israel, Tamil Kendall, Ronald MacInnis (président), Yolanda Paul, Meena Seshu et Yolanda Simon.